

Établissement: _____ Signature de la direction: _____	EMPLOYÉ	<input type="checkbox"/>
	STAGIAIRE	<input type="checkbox"/>
	BÉNÉVOLE	<input type="checkbox"/>

DÉCLARATION RELATIVE AUX ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

REEMPLIR CETTE DÉCLARATION EN PRENANT SOIN D'ÉCRIRE LISIBLEMENT EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE

SECTION 1 - RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

NOM DE FAMILLE (indiquez les noms antérieurs dans le cas d'un changement de nom)		
PRÉNOM	LIEU DE NAISSANCE (si autre que le Canada, veuillez inscrire la date d'entrée au Canada)	
DATE DE NAISSANCE (AAAA-MM-JJ)	SEXE <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Masculin	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
ADRESSE ACTUELLE (numéro, rue, appartement)		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL
ADRESSE PRÉCÉDENTE (numéro, rue, appartement), si vous demeurez à l'adresse actuelle depuis moins de cinq ans		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL

Cocher les cases appropriées et remplir, le cas échéant, chacune des sections qui suivent. Si vous manquez d'espace pour inscrire tous les renseignements demandés, veuillez poursuivre sur une feuille distincte que vous joindrez au présent formulaire. Inscrire votre nom dans le haut de toute feuille additionnelle.

SECTION 2 – DÉCLARATIONS DE CULPABILITÉ

A – INFRACTIONS CRIMINELLES		
<input type="checkbox"/> Je n'ai pas été déclaré coupable d'une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger ou, si j'ai été déclaré coupable d'une telle infraction, j'en ai obtenu le pardon.		
<input type="checkbox"/> J'ai été déclaré coupable, au Canada ou à l'étranger, de l'infraction ou des infractions criminelles suivantes :		
NATURE DE L'INFRACTION	DATE	LIEU DU TRIBUNAL
B – INFRACTIONS PÉNALES		
<input type="checkbox"/> Je n'ai pas été déclaré coupable d'une infraction pénale au Canada ou à l'étranger ou, si j'ai été déclaré coupable d'une telle infraction, j'en ai obtenu le pardon.		
<input type="checkbox"/> J'ai été déclaré coupable, au Canada ou à l'étranger, de l'infraction ou des infractions pénales suivantes :		
NATURE DE L'INFRACTION	DATE	LIEU DE L'INFRACTION ET, LE CAS ÉCHÉANT, DU TRIBUNAL

SECTION 3 – ACCUSATIONS ENCORE PENDANTES

A – INFRACTIONS CRIMINELLES		
<input type="checkbox"/> Je ne fais pas l'objet d'une accusation encore pendante pour une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger.		
<input type="checkbox"/> Je fais l'objet d'une ou de plusieurs accusations encore pendantes, au Canada ou à l'étranger, pour l'infraction ou les infractions criminelles suivantes :		
NATURE DE L'INFRACTION	DATE	LIEU DU TRIBUNAL
B – INFRACTIONS PÉNALES		
<input type="checkbox"/> Je ne fais pas l'objet d'une accusation encore pendante pour une infraction pénale au Canada ou à l'étranger.		
<input type="checkbox"/> Je fais l'objet d'une ou de plusieurs accusations encore pendantes, au Canada ou à l'étranger, pour l'infraction ou les infractions pénales suivantes :		
NATURE DE L'INFRACTION	DATE	LIEU DE L'INFRACTION ET, LE CAS ÉCHÉANT, DU TRIBUNAL

SECTION 4 – ORDONNANCES JUDICIAIRES

<input type="checkbox"/> Je ne fais pas l'objet d'une accusation encore pendante pour une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger.		
<input type="checkbox"/> Je fais l'objet d'une ou de plusieurs accusations encore pendantes, au Canada ou à l'étranger, pour l'infraction ou les infractions criminelles suivantes :		
NATURE DE L'INFRACTION	DATE	LIEU DU TRIBUNAL

LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE PRÉVOIT :

- Que le présent formulaire de déclaration doit être transmis au centre de services scolaire;
- Que toute personne œuvrant auprès d'élèves mineurs ou étant régulièrement en contact avec eux doit, dans les 10 jours de celui où elle en est elle-même informée, déclarer au centre de services scolaire tout changement relatif à ses antécédents judiciaires, qu'elle ait ou non déjà fourni une déclaration qui porte sur ses antécédents judiciaires;
- Que la personne titulaire d'une autorisation d'enseigner doit, dans les 10 jours de celui où elle en est elle-même informée, déclarer au ministre de l'Éducation, et de l'Enseignement supérieur tout changement relatif à ses antécédents judiciaires, qu'elle ait ou non déjà fourni une déclaration qui porte sur ses antécédents judiciaires;
- Que le centre de services scolaire doit informer le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de chacun des cas où elle conclut à l'existence d'un lien entre les antécédents judiciaires d'une personne titulaire d'une autorisation d'enseigner et les fonctions qui lui sont confiées ou qui sont susceptibles de lui être confiées au sein du centre de services scolaire;
- Que le centre de services scolaire peut vérifier ou faire vérifier cette déclaration, notamment par un corps de police du Québec, et, à cette fin, communiquer et recevoir tout renseignement nécessaire à la vérification de cette déclaration;
- Que le centre de services scolaire doit s'assurer que toute personne appelée à œuvrer auprès de ses élèves mineurs ou à être régulièrement en contact avec eux n'a pas d'antécédents judiciaires en lien avec les fonctions exercées ou susceptibles de lui être confiées au sein du centre de services scolaire.

LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE PRÉVOIT :

- Que nul ne peut congédier, refuser d'embaucher ou autrement pénaliser dans le cadre de son emploi une personne du seul fait qu'elle a été déclarée coupable d'une infraction pénale ou criminelle, si cette infraction n'a aucun lien avec l'emploi ou si cette personne en a obtenu le pardon.

AVIS

- Tout formulaire de déclaration considéré comme incomplet sera retourné à l'expéditeur dans les cas suivants: formulaire non signé ou absence de réponse à une ou plusieurs questions ainsi qu'absence des pièces d'identité.
- Toute fausse déclaration peut entraîner le rejet d'une candidature ou des mesures administratives ou disciplinaires.

DOCUMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Vous devez fournir obligatoirement deux numéros de pièces d'identité parmi les suivantes. <i>L'une des deux pièces doit obligatoirement provenir de cette section (émise par le gouvernement).</i>	
<input type="checkbox"/> Permis de conduire (délivré par un territoire ou une province canadienne)	<input type="checkbox"/> Carte d'identité du gouvernement fédéral, provincial ou municipal
<input type="checkbox"/> Carte d'assurance-maladie	<input type="checkbox"/> Permis de conduire étranger
<input type="checkbox"/> Passeport canadien	<input type="checkbox"/> Passeport étranger
<input type="checkbox"/> Carte de citoyenneté canadienne	<input type="checkbox"/> Carte de résident permanent
<input type="checkbox"/> Certificat de statut d'indien	<input type="checkbox"/> Carte étudiante délivrée par un institut étranger
<input type="checkbox"/> Carte d'acquisition d'armes à feu	<input type="checkbox"/> Carte d'identité de l'Institut national des aveugles
<input type="checkbox"/> Carte d'identité militaire	
Les pièces suivantes sont acceptées comme pièces de support qui pourront être soumises avec celle émise par le gouvernement.	
<input type="checkbox"/> Certificat de naissance (par l'état civil)	<input type="checkbox"/> Permis de chasse
<input type="checkbox"/> Certificat de naissance (autre province)	<input type="checkbox"/> Permis de pêche
<input type="checkbox"/> Certificat de baptême	<input type="checkbox"/> Carte de donneur de sang (si la date de naissance y apparaît)
<input type="checkbox"/> Carte d'hôpital	<input type="checkbox"/> Document immigration
Numéro de la première pièce d'identité (obligatoire)	Numéro de la seconde pièce d'identité (obligatoire)
1.	2.

Signature de la direction ou de la secrétaire d'unité étant témoin des pièces d'identité de la candidate ou du candidat

Date (aaaa-mm-jj)

AUTORISATION ET ATTESTATION

J'atteste que l'information inscrite dans la présente déclaration est complète, véridique et exacte.

Je consens à la vérification de mes antécédents judiciaires dans la base de données de la Sûreté du Québec, sur la base de mon nom, de ma date de naissance et de l'historique de mes dossiers criminels.

Je consens à ce que la Sûreté du Québec communique avec moi dans le but de recueillir des informations supplémentaires nécessaires afin de compléter la vérification de mes antécédents judiciaires.

Je consens à ce que les autorités policières divulguent mes antécédents judiciaires à la Sûreté du Québec.

Je renonce à toutes pertes ou tous préjudices que je pourrais subir d'une manière quelconque ainsi qu'à toutes réclamations ou poursuites en justice découlant de la divulgation de renseignements erronés ou incomplets par les autorités policières à la Sûreté du Québec.

Je reconnais que l'information divulguée ne peut être confirmée que par la comparaison de mes empreintes digitales avec celles enregistrées au dépôt national des casiers judiciaires de la Sûreté du Québec.

Signé le _____ e jour de _____ 20 _____

Signature de la candidate ou du candidat _____

Je certifie que les renseignements fournis dans cette déclaration sont exacts et complets et je m'engage à déclarer à mon employeur tout changement relatif à mes antécédents judiciaires.

Signé le _____ e jour de _____ 20 _____

Signature de la candidate ou du candidat _____